

## Obama 2009-2013, une diplomatie négligeant les chrétiens persécutés

Quatre ans de plus! Barack Obama a été réélu à la présidence des Etats-Unis d'Amérique. Le poste devenu prestigieux à l'intérieur avec le temps et le renforcement de la fédération, l'est aussi et encore plus à l'étranger. La politique du 44<sup>e</sup> président des Etats-Unis a été jusque-là plutôt indifférente au sort des minorités chrétiennes, particulièrement dans le monde musulman tandis que son appréhension de l'islam, même fondamentaliste, a suscité un certain étonnement voire de l'agacement. **Rétrospective.**

Né musulman, Obama affirme s'être converti au christianisme dans les années 1980 à la *Trinity United Church of Christ* à Chicago, une église qu'il a quittée au cours de la campagne présidentielle de 2008, suite aux malédictions souhaitées pour l'Amérique blanche par son pasteur noir, Jeremiah Wright, un antisémite déjà connu pour prêcher la destruction d'Israël. Sa perception de la place de la religion chrétienne aux Etats-Unis diffère cependant de celle de ses prédécesseurs qui mentionnaient un «Dieu civil». Si même Franklin D. Roosevelt, athée, faisait référence à Dieu, nombreux sont les discours de l'actuel locataire de la Maison Blanche qui éclipsent la divinité, même quand il cite des textes officiels; [Obama a ainsi évacué les mots «by their Creator»](#) («par leur Créateur») lors de l'une de ses citations de la [Déclaration d'Indépendance](#). En avril 2009, invité à prononcer un discours sur l'économie par l'Université catholique de Georgetown, [le Président avait choqué en demandant que fussent voilés les symboles chrétiens en sa présence](#).

L'Amérique peut être qualifiée d'Etat laïque philoclérical. Contrairement à la laïcité de certains pays perçue comme un moyen de protéger l'Etat de la religion, la laïcité américaine poursuit une finalité inverse : mettre les cultes à l'abri des éventuelles tentatives d'ingérence de l'Etat, l'exigence d'Obama avait été perçue par beaucoup comme une remise en cause de cette vision.

Sur le plan diplomatique, [son silencieux soutien financier à la rénovation de mosquées à travers le monde](#) contraste avec son faible soutien au respect et à la promotion des droits des minorités chrétiennes, et cette différence marque sa politique en matière de droits de l'homme et de libertés religieuses, rompant avec une tradition américaine établie de défenseur de la liberté de croyance et de culte, sans distinction, sur la planète.

### Entre Franklin D. Roosevelt et Obama : USA et liberté religieuse dans le monde

Alors que le printemps arabe s'est transformé en ce que certains appellent désormais un «hiver islamiste», avec une persécution accrue des chrétiens, le dernier rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde a surpris. Chaque année, l'Administration doit présenter un rapport sur la question, lequel comprend une importante partie consacrée à la liberté religieuse, pays par pays. [En 2012, cette section a disparu, et le rapport, bien que plus léger, a été rendu le 24 mai, avec trois mois de retard](#) par rapport au délai réglementaire imposé par le Congrès. La légèreté aussi bien du contenu que de l'attitude de l'Administration a été au mieux perçue comme un témoignage d'absence d'intérêt pour les droits des minorités religieuses.

Plus encore, lors que l'*United States Commission on International Religious Freedom* (USCIRF) était sur le point de publier son [rapport sur les pays attendant le plus aux droits des minorités religieuses](#), en mars 2012, l'un de ses membres, Nina Shea, avait révélé que [l'Administration Obama essayait de faire passer sous silence les graves reproches adressés à la Turquie](#) par la commission pourtant libre par rapport à l'exécutif. L'USCIRF est une commission bipartisane qui présente la particularité d'être un organisme fédéral indépendant, elle n'est pas retenue par des contraintes de politique étrangère. Elle surveille la liberté religieuse dans le monde, dresse un rapport annuel et émet des recommandations au Département d'Etat. Son rapport 2012 publié le 20 mars dernier pour l'année 2011 classe désormais la Turquie parmi les 16 «pays particulièrement préoccupants».

De fait, sous Obama, la diplomatie américaine, s'est davantage montrée soucieuse des droits des musulmans, minoritaires ou non, que de ceux des autres communautés, minoritaires elles. Ainsi, le Bureau ovale a appuyé la candidature de Raila Odinga à l'élection présidentielle kenyane de 2007. Cherchant un soutien numérique, Odinga, membre de la tribu chrétienne Luo et aujourd'hui Premier ministre, avait secrètement signé un accord avec les musulmans qui réclamaient de pouvoir islamiser la Constitution, même si [les chrétiens représentent 80% de la population et les musulmans 10%](#). Sa défaite avait déclenché des violences anti-chrétiennes, par exemple [l'incendie d'une église dans laquelle une trentaine de personnes, qui s'y étaient réfugiées pour fuir les violences, avaient été brûlées vives](#). S'ajoute à ce support, le fait précédemment mentionné que, un peu partout sur la planète, l'Administration de Barack Obama finance des travaux sur des mosquées; en Inde, [il a refusé de visiter le Temple d'or, le centre spirituel sikh tout en accordant ce privilège à une mosquée](#); et son discours du Caire en 2008 est une louange de l'islam qui occulte le sort réel des chrétiens dans plusieurs pays musulmans.

Dans son allocution, [le Président américain avait célébré la grandeur de l'islam, défini comme très ouvert](#) : «L'islam a une tradition de tolérance dont il est fier» et appelé à «soutenir la richesse de la diversité religieuse, que ce soit pour les Maronites au Liban ou les Coptes en Égypte», sans vraiment mot dire de la réalité des persécutions. Le président avait de suite contrebalancé ce point de son long discours, en dénonçant les pays européens refusant le port du voile islamique intégral dans l'espace public, mettant ainsi à égalité les persécutions mortelles de chrétiens et le choix de certains Etats de pouvoir identifier le visage d'une personne, notamment pour des questions de sécurité publique.

Cette politique a conduit l'influent évangéliste Franklin Graham à se questionner publiquement, en février dernier, sur la foi du président américain en soulevant la question des chrétiens persécutés : «Je n'ai aucune idée de ce en quoi Obama croit réellement. Tout ce que je sais, c'est que, durant sa présidence, il a semblé davantage concerné par les musulmans à travers le monde que par les chrétiens qui se font assassiner dans les pays musulmans.» Si Graham a [présenté ses excuses dans les jours suivants](#), l'Administration Obama n'a pas changé d'attitude, ne rendant, par ailleurs, pas son rapport sur les droits de l'homme ce mois de février pourtant date butoir.

Dans le [Discours des Quatre Libertés](#) tenu le 6 janvier 1941 par Franklin Roosevelt, le Président, athée, avait insisté sur «la liberté de chacun d'honorer Dieu comme il l'entend – partout dans le monde.» La géostratégie ou d'autres raisons l'emportent parfois sur les principes, mais la politique de Barack Obama – [qui se présente comme au moins le quatrième meilleur président américain](#) en raison de sa diplomatie gagnerait en équilibre et en force en scrutant réellement la liberté religieuse de toutes les communautés, quand bien même l'attitude du Président aurait pour but ne pas froisser les pays musulmans alliés.

De la même manière qu'Obama avait suivi la Secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, [en demandant à l'Iran de ne pas exécuter le pasteur Youcef Nadarkhani](#), son Administration aura de multiples occasions durant ces quatre prochaines années de plaider en faveur du respect des minorités religieuses et changer de cap.

JD Amadeus d'Aigre de Ruffec

Source : Site internet [Fide Post](#) – 07.11.12

Date de parution sur [www.apv.org](#) : 12.11.12